

Compte-rendu de l'étape de Metz

Mardi 8 Décembre – visioconférence

Concevoir des politiques publiques plus en adéquation avec la transition énergétique dans les transports routiers

Pour cette sixième édition du Forum de la Transition Énergétique des transports routiers organisée par Scania France, nous faisons étape à Metz, en Région Grand-Est. Pour introduire les échanges, Gilles Baustert, Directeur des relations institutionnelles et de la communication chez Scania France a souhaité remercier les élus et techniciens pour l'intérêt qu'ils portent sur ces questions. Le groupe est très engagé en Région Grand-Est, il a en effet signé la Charte d'engagement pour le développement durable des biocarburants.

Scania France organise **12 étapes territoriales pour faire émerger à la fois un diagnostic et des solutions locales en matière de transition énergétique des transports routiers**. Ces forums sont des occasions précieuses pour faire naître le débat autour des bonnes pratiques locales sur les enjeux des transports routiers.

Dans ce contexte troublé par une pandémie mondiale et une économie en berne, les secteurs économiques et industriels font preuve d'une certaine résilience face à ces défis inédits. A cela s'ajoute le coût social que nos modes de vies actuels engendrent sur l'environnement. En effet, on comptabilise le triste record de 48 000 décès par an, **l'hexagone a d'ailleurs été condamné par la Cour de Justice de l'Union Européenne pour ne pas protéger ses citoyens contre la mauvaise qualité de l'air**. Le Conseil d'État s'est saisi en juillet dernier de ce sujet, il condamne ainsi la France à une astreinte de 58 000€ par jour pour insuffisance des moyens mis en œuvre.

Le contexte qui est le nôtre aujourd'hui est encadré par les « Accords de Paris » qui imposent la limitation « **des températures à maximum 1,5°C d'ici à 2050** », ce qui sous-entend pour les pays industrialisés une division par deux de leurs émissions de CO₂ tous les dix ans. Cette donnée met en exergue les marges de progressions qui sont devant nous. Pour arriver à ces objectifs, l'une des pistes imaginées chez Scania consiste à promouvoir l'apprentissage d'une conduite écoresponsable.

Gilles Baustert a souhaité mettre en perspectives les défis qui sont devant nous, le premier concerne **l'urbanisation croissante** du monde. Chiffres à l'appui, nous sommes aujourd'hui 4,2 milliards d'habitants vivant en milieu urbain (contre 751 millions en 1950). La deuxième tendance c'est la nécessaire prise en compte du **développement durable dans les choix de société**. Et enfin, la **digitalisation**. Sur les activités de transports, trois grandes tendances sont mentionnées par Gilles Baustert, la première touche à la **connectivité des véhicules**, Scania dispose à ce jour de plus de 400 000 véhicules connectés, cela permet notamment d'optimiser la conception des véhicules ; le second élément réside dans **l'électrification**, sur ce point Scania a lancé il y a un an le premier autobus fonctionnant avec une batterie électrique ; et enfin ce sont **les véhicules autonomes**, mais les encadrements législatifs sont encore balbutiants.

Après avoir présenté les différents intervenants, Gilles Baustert les remercie à nouveau pour leurs intérêts pour ce Forum et souhaite plus spécifiquement approfondir à l'occasion les bonnes pratiques autour des **carburants alternatifs et de l'électrification**.



« Il nous importe de donner la parole aux territoires pour faire émerger des pratiques environnementales plus vertueuses »

État des lieux : quelles initiatives et actions concrètes en matière de transition énergétique des transports routiers dans nos territoires aujourd'hui ?

La LOM encadre les défis environnementaux



« La LOM, c'est 189 articles, et 16 rapports qui sont encore attendus »

Brahim Hammouche, Député de la 8^{ème} circonscription de la Moselle, entame cette première partie par une question portant sur un premier bilan dressé concernant la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM), à quelques jours de son premier anniversaire. Cette loi est déclarée **« conforme à la Charte de l'Environnement de 2005, qui a rang de principe constitutionnel »**. Cette loi garantira une société du **« mieux vivre avec des énergies durables et partagées »**.

Les jalons que cette loi pose sont précieux, en effet elle comporte une programmation financière ambitieuse sur les infrastructures de transports **« pour 2022, alors qu'il était prévu 13,4 milliards d'euros, la crise sanitaire complète cette première enveloppe avec près de 30 milliards prévus par le Plan de Relance »**. Ce sont des opportunités financières et de soutien non négligeable à toute la filière des transports.

Coconstruire pour améliorer le bilan carbone régional

Pour Mireille Gazin, Conseillère régionale et Présidente de la Commission transports et déplacements au Conseil régional du Grand-Est, souligne en introduction que la Région a récupéré au 1^{er} janvier 2017 toutes les compétences sur le transport interurbain et le scolaire, **« c'est une belle mission en devenir »** souligne-t-elle.

La Région est chef de file sur de nombreuses compétences dont celles en lien avec l'aménagement du territoire et les mobilités, et pour élaborer des schémas territoriaux plus justes, il faut **« co-construire, c'est notre bréviaire, et le faire notamment avec les transporteurs »**. La Région Grand-Est est pleine d'initiatives, et aime à travailler main dans la main avec tous les acteurs du secteur.

A cela s'ajoute le positionnement géographique de la Région Grand-Est, jugé stratégique, **« au cœur des échanges européens, Région dans laquelle les flux de marchandises sont importants »**, ce qui fait dire à Mireille Gazin que la mobilité est un **« enjeu majeur »** et d'avenir à l'échelle européenne.

Cette coconstruction avec toutes les parties prenantes doit permettre d'atteindre une transition douce mais ambitieuse vers une mobilité durable, elle doit permettre de **« réduire les problématiques liées à la qualité de l'air mais aussi de préserver la ressource et de valoriser le potentiel énergétique régional »**. Mais les défis demeurent conséquents, à ce jour et à titre d'illustration, les émissions de gaz à effet de serre en Région Grand-Est représentent 25% du total émis (*données de 2016*).

L'un des outils permettant d'influer à la baisse sur le premier poste d'émissions carbone, c'est le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) qui vise à faire de la Région Grand-Est un **« territoire à énergie positive à l'horizon 2050 »**.



« Nous sommes proches des transporteurs routiers en ce qui concerne cette nouvelle compétence »

L'hydrogène vert : une énergie pour réduire l'empreinte carbone de Metz



« L'enjeu de la transition énergétique est majeur pour notre territoire »

Béatrice Agamennone, 2^{ème} adjointe à la ville de Metz en charge de la coordination de la politique municipale en matière d'espaces publics, de mobilité et d'espaces verts et 5^{ème} Vice-présidente à Metz Métropole en charge de la Mobilité et des transports est à son tour questionnée sur les actions mises en place à Metz en faveur de la transition énergétique des transports.

Aujourd'hui, ce qui compte dans une action politique plus juste, c'est de diminuer **« notre empreinte carbone, surtout à un moment où la France est accusée d'inaction climatique »**. Pour atteindre cet objectif ambitieux, le territoire de Metz Métropole compte renforcer son offre des transports en commun en site propre.

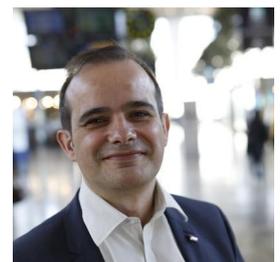
La ville de Metz n'hésite pas à mettre en avant un panel large de solutions dans la mobilité : développement des parkings relais, renforcer les liaisons inter-quartiers, mise en place d'une navette fluviale sur la Moselle, le levier numérique est aussi développé pour offrir une information aux usagers qui soit plus fiable.

Sur ce volet énergétique, avec le soutien de François Grosdidier Maire et Président de Metz Métropole, tout l'enjeu est **« de donner un coup d'accélérateur à de nouvelles énergies, dont l'hydrogène vert. En effet, le territoire de Metz dispose d'un écosystème propice à son déploiement »**. Les débouchés de cette nouvelle source d'énergie pourraient permettre d'alimenter la troisième ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) de la Métropole, ce qui **« représenterait à terme une flotte de 20 véhicules »** ou encore les nouvelles bennes d'ordures ménagères qui pourraient en être dotées.

La porte est donc ouverte pour des partenariats industriels, avec des transporteurs. Ce déploiement des nouvelles sources d'énergies pourrait aussi passer par l'implantation de stations-service hydrogène sur les emprises autoroutières relevant du ressort de la Métropole.

Bien connaître les territoires pour leur offrir la meilleure solution énergétique

Olivier Monnot, Directeur régional en Région Grand-Est de l'opérateur de mobilités Transdev, entame cette table ronde par un rappel du périmètre des Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM) pour lesquelles Transdev est l'opérateur de mobilités. La variété des collectivités permet de donner un avant-goût de la diversité des problématiques territoriales que l'opérateur rencontre. Et **« aujourd'hui, tous nos clients autorités organisatrices de la mobilité sont confrontés à ce défi de la transition énergétique »**.



Sur la question de savoir quelle pourrait être la meilleure énergie possible pour faire rouler les flottes Transdev, la réponse s'avère plus complexe que prévue, selon le Directeur régional. Cette question nécessite de se pencher sur l'approvisionnement énergétique des flottes, il faut tenir compte de divers éléments comme la **« diversité des territoires, leurs structurations, s'interroger aussi sur les capacités financières des collectivités... »**. Une chose semble être acquise, le mix énergétique est privilégié.

« Acheter un bus électrique demeure deux fois plus cher que d'en acheter un au gaz »

Cette question des améliorations sur les coûts unitaires des véhicules, doit aussi faire partie des réflexions stratégiques des constructeurs routiers. Les efforts dans le déploiement de motorisations plus propres engendrent des investissements financiers conséquents pour les opérateurs.

Plans de relance : Quelles innovations en faveur des transports durables en Région Grand-Est?

Développer l'innovation sur les enjeux de décarbonation des mobilités



*« En 2050,
l'objectif c'est
d'être la
première grande
puissance
européenne sur
l'économie
durable »*

Sur la question des innovations dans les filières industrielles en matière de transition énergétique, Brahim Hammouche, Député de la 8^{ème} circonscription de la Moselle, répond qu'elles doivent s'appuyer sur deux piliers : **« les secteurs d'avenir d'une part, c'est-à-dire ceux qui apportent une forme de souveraineté nationale dans l'innovation et les relais de la croissance de demain d'autre part »**.

Le Député cite le dispositif « Deep tech » porté par la Banque Publique d'Investissement qui vise notamment à faire émerger des start-up en leur permettant de grandir grâce à des dispositifs d'accompagnement dédiés. Ce sont 8 thématiques qui sont dans ce Plan de relance dont une relative à **« l'hydrogène décarboné »**. Il faut se servir de ces leviers pour avancer plus vite et de façon structurée autour de l'innovation.

Les innovations constituent **« un vrai cercle vertueux »**. Les premiers jalons à une telle ambition sur la transition énergétique reposent sur les « Accords de Paris » rappelle le Député. Sans oublier toutes les actions portées par les territoires, et au niveau parlementaire avec le quatrième projet de loi de finances rectificative qui comporte aussi de bonnes pistes pour soutenir la filière.

Des innovations à inscrire dans l'écosystème local

Pour Béatrice Agamennone, Maire adjointe à la ville de Metz et Vice-présidente à Metz Métropole, les innovations passeront surtout par le **« soutien des acteurs locaux aux filières industrielles avec un focus particulier sur l'innovation et la recherche »** et notamment sur les nouvelles motorisations. En complément de ce qui a été dit plus en amont sur l'hydrogène vert, le sujet de l'électromobilité doit aussi être porté par les élus.

Par ailleurs, l'écosystème de l'économie circulaire doit être soutenu pour aider les transporteurs à opérer un changement de modèle. A titre d'exemple, le territoire de Metz Métropole dispose d'une agence de l'attractivité qui sert de fer de lance à de nombreux projets.

Selon l'élue, ce qu'il faut aussi aborder, en plus du développement des flottes de mobilités plus vertueuses, ce sont les questions en lien avec **« les circuits d'approvisionnement pour nos transporteurs. Afin de travailler sur les volumes pour atteindre une diminution des charges financières des transports »**.



*« Je crois
beaucoup à cette
logique de
développement
d'écosystèmes de
mobilité locaux »*

La relance économique par des investissements verts

En sa qualité de conseillère régionale et Présidente de la Commission transports et déplacements, Mireille Gazin tient à adresser un message aux transporteurs afin de « **continuer à innover, à inventer, à nous proposer des expérimentations** ».



« La Région va jouer son rôle d'ensemblier pour accélérer les initiatives expérimentales dans les mobilités propres »

Et les initiatives ne manquent pas en Région Grand-Est qui se tient en appui aux transporteurs du territoire. Mireille Gazin a pris le temps de détailler quelques pistes. Sur une ligne régulière en Meurthe-et-Moselle, qui transporte chaque année 450 000 voyageurs par an, « **le transporteur a fait rouler un autocar au gaz** ». La Région s'inscrit pleinement dans ces formes de soutien au développement durable.

Une autre expérimentation citée par l'élue régionale est celle de la navette Moselle-TGV « **reliant Metz à la gare TGV, pendant un an en 2019, elle a fonctionné avec un autocar électrique** », mais cette innovation n'a malheureusement pas été poursuivie, en effet l'obstacle du coût financier a empêché sa reconduction.

Enfin, sur les bornes de recharges, plus de 650 points de recharge ont été financés par la Région en 2020, « **pour plus d'un million d'euros de subventions** ».

A l'approche de la mise en place de la Zone à Faible Émission de Strasbourg, l'anticipation politique est de mise puisque les « **compagnies de mobilités ont immédiatement entamé la mutation des flottes** ». En effet, la compagnie de transports du Bas-Rhin, (dont les échéances de renouvellement des flottes arrivent bientôt à échéance), a déjà acheté 5 cars roulant au GNV, l'objectif étant d'avoir une flotte 100 % décarbonée d'ici à 2030. Sans oublier la mise en place d'une station d'avitaillement gaz d'ici l'année prochaine.

Enfin, pour poursuivre sur cette question des nouvelles sources d'énergie, Mireille Gazin, indique que les réflexions demeurent fortes autour de l'hydrogène. Pour rendre cette énergie la plus utile possible et à moindre coût, il faut travailler sur l'écosystème global : « **la production, la distribution et l'usage** ». L'un des atouts de l'hydrogène vert réside dans son coût, en effet « **les charges de fonctionnement de la mobilité hydrogène sont guère plus importantes que celles de la mobilité décarbonées** ». La Région est ainsi engagée à ce que l'hydrogène trouve un équilibre économique durable.

Les innovations ralenties par la crise

Olivier Monnot répond à cette question sur les innovations portées par Transdev dans le cadre du développement des carburants décarbonés, « **auparavant, il y avait une dynamique très forte, mais les investissements se sont érodés avec cette crise** ». Entre la baisse du versement mobilité, et le recul de la fréquentation sur les lignes des réseaux de transports collectifs, l'équation financière est plus compliquée.

Suite à ce constat, les injonctions visant à avoir davantage de transports en commun dans les territoires fait que Transdev est à ce jour, dans une « **inéquation** » structurelle.

L'ambition du groupe Transdev de demeurer en première ligne sur des projets décarbonés paiera par la suite, poursuit Olivier Monnot. Alors que la Région Grand-Est est stratégiquement située, l'Europe joue un rôle moteur dans l'impulsion et le soutien de modes de transports moins polluants, « **aujourd'hui, quand une agglomération veut acheter un bus électrique, des aides de l'Union Européenne existent. Ces aides permettront par exemple l'achat d'un véhicule EURO VI** ».

A titre d'exemple, Transdev travaille avec le territoire de Saint-Avold pour aider ce territoire à obtenir des subventions européennes.



« Malgré ce contexte, Transdev reste actif : achat de véhicules, suivi des projets de méthanisations... »



Renforcer le modèle économique notamment de l'hydrogène

Selon le Député de la Moselle, l'énergie qui doit en priorité être soutenue sera assurément l'hydrogène vert. Il se questionne sur la mention « haut niveau de service » attribuée pour certains modes de transports roulant avec une énergie carbonée. Mais le seront-ils encore dans les années à venir, eu égard à l'accélération des innovations sur ces sujets et à l'émergence de nouvelles sources propres ? C'est une question sur laquelle il sera des plus attentifs.

« Favoriser les conditions pour faire émerger un consensus dynamique sur les questions de développement durable »

Brahim Hammouche souligne par ailleurs l'intérêt de mettre en place des cercles vertueux dans le domaine de l'hydrogène, tout en étant le plus inclusif possible dans cette démarche. Le Député de poursuivre, « **le niveau stratégique et logistique, puis celui de la logique économique et du développement durable** » devront être conjointement associés pour faire naître un modèle économique complètement viable sur ces enjeux de décarbonation.

La question du coût de ces nouvelles énergies est donc au cœur des prochaines décennies. L'idéal serait donc de mettre autour de la table tous les acteurs partageant une vision élargie par des coopérations renforcées, et pour des synergies vertueuses.

Conclusion : faire de la transition énergétique des transports une priorité

Pour **Béatrice Agamennone**, 2^{ème} adjointe à la ville de Metz en charge de la coordination de la politique municipale en matière d'espaces publics, de mobilité et d'espaces verts et 5^{ème} Vice-présidente à Metz Métropole en charge de la Mobilité et des transports, l'important est d'inscrire un territoire le plus en lien avec son écosystème local. La mutualisation des forces et des moyens sera la clef pour atteindre la neutralité carbone de demain. Et les initiatives du territoire de Metz Métropole ne manquent pas pour réduire l'empreinte carbone causée par les modes de transports.

Mireille Gazin, Conseillère régionale et Présidente de la Commission transports et déplacements à la Région Grand-Est a fait montre de la grande variété des projets et des expérimentations proposés par la Région Grand-Est sur les sujets des transports et de l'énergie. La Région s'inscrit dans cette volonté de coconstruire l'avenir avec toutes les collectivités et tous les partenaires désireux de changer de modèle dans les mobilités. Le SRADDET de la Région Grand-Est est ambitieux puisqu'il fera de la Région Grand-Est un territoire à énergie positive à l'horizon 2050. L'innovation et les expérimentations sont encouragées par l'exécutif régional.

Brahim Hammouche, Député de la 8^{ème} circonscription de la Moselle, croit en la concertation la plus large possible pour faire émerger des réelles ambitions de changement pour un territoire. La LOM, se révélera, dans les mois et années à venir, comme un jalon précieux dans l'arsenal des mesures déjà existantes. Enfin, il croit au développement de l'hydrogène vert. Les circuits d'approvisionnement sont encore balbutiants mais les collectivités seront au rendez-vous du déploiement.

Pour l'opérateur de mobilités Transdev, représenté par **Olivier Monnot** le Directeur Régional Grand-Est, la collaboration avec les autorités organisatrices de la mobilité, est centrale. En ce sens et pour aller plus loin, le partenariat avec l'Union Européenne est prépondérant, et Transdev aide à l'obtention de subventions pour les collectivités. Plus largement, et face aux contraintes économiques qui pèsent sur les AOM, Transdev expérimente et développe un mix énergétique de solutions en lien avec les territoires, et les énergies renouvelables locales, tout en gardant en tête le coût et les capacités d'investissements des collectivités concernées.

En conclusion, **Gilles Baustert** Directeur des relations institutionnelles et de la communication chez Scania France, a remercié vivement les quatre intervenants de ce Forum de la Transition Énergétique de Metz. Eu égard aux échanges produits, les enjeux de la transition énergétique dans les transports sont désormais plus clairs. Gilles Baustert remarque que les questions des coûts associés aux efforts d'une mobilité plus durable sont prégnants. Une preuve supplémentaire selon le modérateur que les coopérations et synergies entre territoires devront être plus marquées encore dans les années à venir.

Remerciements / listes des inscrits aux échanges

Les équipes d'organisation du Forum de la Transition Énergétique des transports routiers de Metz et Scania remercient les personnalités qui se sont inscrites pour ces échanges :

PRÉNOM	NOM	TITRE	ENTITÉ
Béatrice	Agamennone	Adjointe au maire	Ville de Metz
Arnaud	Amet	Responsable de parc	Transports Jean Rouillon
Gilles	Baustert	Directeur	Scania France
Cedric	Betsch	Gérant	Garage de la Feltière
Aude	Burck	Secrétaire	ETS Herment
Patrick	Bureau	Resp Metz	La Feltière
Roland	Chloup	Président	CCHCPP
Antoine	Coffre	Responsable Moyens et matériels	Metz Métropole
Pascal	Crestin	Chef de produit	Scania France
Laurence	Crocherie	Chef	Scania France
Giovanni	Dell'aera	Responsable centre technique environnement	CAVF
Mathieu	De Vliieger	Consultant stagiaire	Com'Publics
Jean-Marie	Faust	Directeur	Ets Herment
Alain	Foulon	Président	Foulon TRS
Erwin	Funk	Président	SWISS ENERGY EFFICIENCY Swiss Energy Efficiency
Mireille	Gazin	Conseillère régionale	Grand Est
Louison	Guinfolleau	Ingénieur des ventes	Scania France
Hubert	Gutzwiller	Directeur Logistique	Sodiaal France
Brahim	Hammouche	Député de la Moselle	Assemblée nationale
Alexandre	Henn	Gérant	Henn TRS
Sylvain	Illes	Ingénieur d'affaires GNV	GRDF
Nadine	Kurz	Assistante Comerciale	Ets Herment
Abde	Menii	Chef de région transport durable	Scania France
Guillaume	Métivier	Délégué collectivités Pôle Mobilités - énergies	Com'Publics
Philipp	Mielenbrink	Directeur Général	Fortrans
Olivier	Monnot	Directeur régional Grand Est	Transdev
Ignace	Ozke	Responsable secteur GNV	Primagaz
Pierson	Philippe	Responsable devplt reseau bus urbain et interurbain	Scania France
Pascal	Pierre	Commercial PL	Ets Herment
Sutter	Romain	Chargé de mission Transition énergétique - Assistant service transport	Communauté de communes du bassin de Pont-à-Mousson
Damien	Thomine	Directeur	Scania France
Anne-sophie	Toumit	Cheffe de projet évènement	Scania France
Philippe	Trotot	Directeur Territorial	GRDF